

**SECRETARIAT D'ETAT AUPRES DU PREMIER
MINISTRE, CHARGE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

**MINISTRE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES**

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

**COMMUNICATION EN CONSEIL
DES MINISTRES RELATIVE A
L'EXECUTION DU BUDGET A FIN
MARS 2018**

La présente Communication en Conseil des Ministres vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin mars 2018, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de la réalisation des dépenses par rapport au budget adopté.

I- MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin mars 2018 s'élèvent à **2.192,5 milliards de FCFA** pour une prévision de **1.377,6 milliards de FCFA**, soit un taux de mobilisation de 159,2%, en lien notamment avec l'émission d'euro-obligations sur le marché financier international. Outre les ressources levées sur les marchés monétaire et financier, ces réalisations s'expliquent également par l'évolution des recettes fiscales, des recettes non fiscales ainsi que des ressources extérieures et de la trésorerie.

Les recettes fiscales ont été collectées à hauteur de **773,9 milliards de FCFA** pour un objectif initial de **808,9 milliards de FCFA**, soit un taux de réalisation de 95,7%. Toutefois, ces réalisations sont en ligne avec les objectifs révisés du programme économique et financier conclu avec le Fonds Monétaire International, pour tenir compte notamment des ajustements opérés à la suite de la suspension de l'annexe fiscale 2018 et les changements d'hypothèses sur l'évolution des prix de certains produits et du cours du dollar. Ces réalisations se déclinent suivant les principaux impôts et taxes et comparativement aux objectifs initiaux comme suit :

- **l'impôt sur les revenus des capitaux mobiliers** a enregistré un écart positif de 6,5 milliards de FCFA avec un niveau de recouvrement de **17 milliards de FCFA** pour une prévision de 10,5 milliards de FCFA. Cette performance est en lien notamment avec le paiement en 2018 de 4,2 milliards de FCFA d'IRVM ;
- **l'impôt BIC hors pétrole et gaz** a été recouvré à hauteur de **18,9 milliards de FCFA** pour une prévision de 14,9 milliards de FCFA, soit un dépassement d'objectif de 4 milliards de FCFA, résultant principalement du paiement plus tôt que prévu de 3 milliards de FCFA au titre du premier tiers ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)** en régime intérieur a enregistré un niveau d'encaissement de **99,9 milliards de FCFA** contre 96,9 milliards de FCFA prévus, soit un écart positif de 3 milliards de FCFA ;
- **les taxes à l'exportation (DUS)** ont été collectées à hauteur de **138,7 milliards de FCFA**, quasiment en ligne avec les prévisions, nonobstant l'établissement du prix CAF moyen du cacao à 1.169,7 francs CFA/kg contre un objectif de 1.180 francs CFA/kg.

Les évolutions moins favorables ci-après ont atténué l'effet des résultats positifs sus-évoqués :

- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales**, recouvrées à hauteur de **189,2 milliards de FCFA**, avec une moins-value de 24,4 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 213,6 milliards de FCFA. Elles ont été affectées par un volume de marchandises générales en droit commun inférieur aux prévisions (2.344.812 tonnes en réalisation contre 3.063.853 tonnes en projection) ;
- **les taxes à l'importation sur les produits pétroliers** se sont chiffrées à **81,4 milliards de FCFA** contre un objectif de 89,1 milliards de FCFA, dégageant un écart négatif de 7,7 milliards de FCFA, en lien avec une évolution défavorable de la taxation moyenne du gasoil (168,9 francs CFA/litre en réalisation contre un objectif de 175,5 francs CFA/litre) et du super carburant (149,1 francs CFA/litre en réalisation contre un objectif de 149,8 francs/litre), ainsi qu'un volume du super carburant mis à la consommation inférieur de 24,6 millions de litres par rapport aux prévisions ;

- **les patentes et licences**, collectées à hauteur de **13,8 milliards de FCFA**, enregistrent une contreperformance de 3,5 milliards de FCFA, due au gap négatif observé au niveau de la patente commerce ;
- **la taxe sur les tabacs et les boissons** a été encaissée à hauteur de **10,2 milliards de FCFA**, avec un écart négatif de 2 milliards de FCFA par rapport aux projections, en rapport avec le réaménagement à la baisse des taux de la taxe sur les tabacs et de la taxe sur les boissons initialement prévus par l'annexe fiscale 2018 ;
- **les droits d'enregistrement et de timbre** se sont établis à **18 milliards de FCFA** pour un objectif de 20,9 milliards de FCFA, en raison, notamment de la non perception des droits d'enregistrement sur le coton, la noix de cola et la noix de karité, initialement prévus pour 1,8 milliard de FCFA.

Les recettes non fiscales ont, quant à elles, été recouvrées à hauteur de **40,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 9,7 milliards de FCFA, soit un écart positif de 30,7 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation résulte principalement de l'encaissement d'un montant de 23,8 milliards de FCFA au premier trimestre, au titre des licences de télécommunications.

En ce qui concerne les émissions sur les marchés monétaire et financier, elles ont permis de mobiliser **1.173,9 milliards de FCFA** contre 325 milliards de FCFA prévus, en rapport avec le succès enregistré au titre de l'émission d'euro-obligations à hauteur de 1.115,1 milliards de FCFA.

S'agissant des ressources extérieures issues du financement des projets, elles se sont situées globalement à **174,2 milliards de FCFA** avec un taux de réalisation de 86% par rapport à l'objectif de 202,6 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation est consécutif à la mobilisation des emprunts-projets et des dons-projets à hauteur respectivement de 97,6% et 57,3%.

Enfin, les ressources de trésorerie se sont établies à **30,1 milliards de FCFA** et concernent les recettes affectées au remboursement des crédits de TVA ainsi que la part des recettes de TVA à reverser au secteur de l'électricité.

II- EXECUTION DES DEPENSES

Les dépenses ont été exécutées à fin mars 2018 à hauteur de **1.218,2 milliards de FCFA** pour une prévision de **1.319,9 milliards de FCFA**, soit un taux d'exécution de 92,3%. Ce niveau d'exécution des dépenses résulte des opérations ci-après.

Le paiement du service de la dette s'est établi à **285 milliards de FCFA** contre 306,1 milliards de FCFA prévus, soit un écart négatif de 21,1 milliards de FCFA. Cet écart s'explique, entre autres, par le report au 2^{ème} trimestre 2018, d'un paiement de 8,4 milliards de FCFA d'échéances de dettes titrisées (dette intérieure) initialement prévues pour le 1^{er} trimestre 2018. Ce niveau de réalisation se justifie également par l'impact de la baisse du taux de change du dollar US en francs CFA, qui s'est établi à 546 FCFA pour 1 dollars US contre 619 FCFA pour 1 dollars US initialement projeté.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de **401,1 milliards de FCFA** pour une prévision de **406,4 milliards de FCFA**.

Les dépenses d'abonnement ont atteint **12,2 milliards de FCFA** contre une prévision de 13,7 milliards de FCFA. Ces dépenses ont porté sur la consommation d'électricité (8,6 milliards de FCFA), de téléphone (1,8 milliard de FCFA) et d'eau (1,8 milliard de FCFA). Il convient d'indiquer que, conformément à l'engagement du Gouvernement, toutes les factures courantes validées ont été payées.

Les subventions et transferts ont été exécutés pour un montant de **70,6 milliards de FCFA** contre une prévision de 76,3 milliards de FCFA, dégageant un écart négatif de 5,7 milliards de FCFA principalement dû au faible niveau d'exécution des subventions aux écoles privées du fait de la vérification préalable des effectifs avant paiement.

Les autres dépenses de fonctionnement, réalisées à hauteur de **94,3 milliards de FCFA**, ont été globalement contenues dans les dotations budgétaires prévues de 119 milliards de FCFA.

Les dépenses de sécurité et d'élections se sont chiffrées à **5,9 milliards de FCFA** et couvrent principalement les dépenses effectuées dans le cadre des activités du Conseil National de Sécurité ainsi qu'au titre des élections sénatoriales.

S'agissant **des dépenses d'investissement**, elles ont été exécutées à hauteur de **316,5 milliards de FCFA** contre un objectif au premier trimestre de 367 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 86,2%. Ces dépenses ont été financées à 45% sur les ressources intérieures et 55% sur les ressources extérieures.

Par rapport aux dotations annuelles, le taux de consommation des crédits d'investissement s'établit globalement à 16,6% avec 22 ministères et institutions présentant des taux d'exécution inférieurs à 15% et 16 ayant réalisé des taux supérieurs à 15%.

Enfin, les dépenses de trésorerie sont ressorties à **32,5 milliards de FCFA**, dont 24,6 milliards de FCFA au titre du remboursement des crédits de TVA et 7,9 milliards de FCFA de reversement de la part des recettes de TVA affectée au secteur de l'électricité.

Il convient également de souligner que l'exécution budgétaire 2018 fait ressortir un niveau de **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales** de **520,3 milliards de FCFA**. Ce niveau d'exécution est en dépassement de 29 milliards de FCFA par rapport à l'objectif plancher de 491,3 milliards de FCFA.

CONCLUSION

Au terme du premier trimestre 2018, les ressources budgétaires ont été mobilisées au-delà des objectifs fixés, en lien avec le succès de l'émission d'euro-obligations réalisée en mars 2018. En ce qui concerne l'exécution des dépenses, elle a été contenue dans les limites des dotations budgétaires.

Au cours du second trimestre, les efforts de mobilisation des ressources seront renforcés avec la poursuite des réformes déjà engagées, notamment au niveau des recettes fiscales, en vue de l'atteinte des objectifs annuels.

Telle est l'économie de la présente Communication en Conseil des Ministres relative à l'exécution budgétaire au premier trimestre 2018, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

**LE SECRETAIRE D'ETAT AUPRES DU
PREMIER MINISTRE, CHARGE DU
BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE
L'ETAT**

Adama KONE

Moussa SANOGO

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin mars 2018)

(En milliards de FCFA)

LIBELLE	Fin mars 2018		LIBELLE	Fin mars 2018	
	Objectif	Réalisation		Objectif	Réalisation
RESSOURCES BUDGETAIRES	1 346,2	2 162,4	DEPENSES BUDGETAIRES	1 288,5	1 185,7
Ressources intérieures	1 143,6	1 988,2	Dettes publiques	306,1	285,0
Recettes fiscales	808,9	773,9	Dette intérieure	233,0	222,3
DGI	363,7	361,6	<i>Principale</i>	209,9	201,1
<i>dont FER</i>	23,6	19,8	<i>Intérêts</i>	23,2	21,3
TRESOR	2,8	3,0	Dette extérieure	73,1	62,7
DGD (Hors PCC, PCS et SGS)	442,4	409,4	<i>Principale</i>	27,8	25,6
<i>dont FER</i>	83,6	84,3	<i>Intérêts</i>	45,3	37,1
Recettes non fiscales	9,7	40,4	Dépenses ordinaires	615,4	578,2
Privatisation et vente d'actifs	0,0	0,0	Personnel	406,4	401,1
Transfert des entreprises	0,3	0,0	Abonnement	13,7	12,2
Revenus du domaine DGI	5,7	6,1	Subventions et transferts	76,3	70,6
Licences de télécommunication	0,0	23,8	<i>dont subvention au secteur électricité</i>	0,0	7,9
Intégration ressources additionnelles C2D	0,0	0,0	Autres dépenses de fonctionnement	119,0	94,3
Fonds d'Investissement en milieu rural	0,0	0,0	<i>dépenses sociales ciblées</i>	0,0	0,0
Autres recettes non fiscales	3,7	10,5	<i>Charges de fonctionnement des services</i>	116,7	94,3
Emprunts sur marchés monétaire et financier	325,0	1 173,9	Dépenses de sécurité et d'élections	0,0	5,9
Emprunts obligataires	150,0	0,0	Financement intérieur	0,0	5,9
Bons et obligations du Trésor	175,0	58,8	<i>dont investissement</i>		
Eurobonds	0,0	1 115,1	Financement extérieur	0,0	0,0
Ressources extérieures	202,6	174,2	Dépenses d'investissement	367,0	316,5
Appuis budgétaires	0,0	0,0	Financement intérieur	164,4	142,4
FMI	0,0	0,0	Investissement FIMR	0,0	0,0
Banque Mondiale	0,0	0,0	Construction barrage de Soubré	0,0	0,0
AFD (C2D)	0,0	0,0	Projets C2D	19,0	14,7
BAD	0,0	0,0	Couverture Maladie Universelle (CMU)	2,6	0,0
UE	0,0	0,0			
Gouvernement Espagnol (C2D)	0,0	0,0	Financement extérieur	202,6	174,2
Financement extérieur	202,6	174,2	Dons-projets	58,4	33,5
Dons-programmes (PAPC)	0,0	0,0	Emprunts-projets	144,2	140,7
Dons-projets	58,4	33,5			
Emprunts-projets	144,2	140,7			
OPERATIONS DE TRESORERIE (II)	31,3	30,1	OPERATIONS DE TRESORERIE (II)	31,3	32,5
Recettes de TVA affectées au remboursement de crédits de TVA	24,6	24,6	Remboursement de crédits de TVA	24,6	24,6
TVA secteur électricité	6,7	5,5	Reversement TVA au secteur électricité	6,7	7,9
TOTAL GENERAL	1 377,6	2 192,5	TOTAL GENERAL	1 319,9	1 218,2

ANNEXE 2 : EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES

(Etat de réalisation à fin mars 2018)

En milliards de FCFA

LIBELLES	FIN MARS		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	808,9	773,9	-35,0
<u>DGI</u>	<u>363,6</u>	<u>361,6</u>	<u>-2,0</u>
Impôts directs	168,2	175,9	7,8
BIC pétrole et gaz	11,6	11,6	0,0
- BIC pétrole	0,0	0,0	0,0
- BIC gaz	11,6	11,6	0,0
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	156,6	164,4	7,8
- BIC hors pétrole	14,9	18,9	4,0
- Impôt synthétique et AIRSI	6,8	5,4	-1,5
Impôts sur revenus et salaires	124,4	123,1	-1,3
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,0	0,0	0,0
Impôts fonciers	0,0	0,0	0,0
Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	10,5	17,0	6,5
Impôts indirects	195,5	185,7	-9,8
TVA (hors part secteur électricité)	96,9	99,9	3,0
TOB	17,9	17,1	-0,8
Taxes sur boissons et tabacs	12,1	10,2	-2,0
Droits d'enregistrement et de timbre	20,9	18,0	-2,9
<i>dont enregistrement café cacao</i>	<i>0,0</i>	<i>0,3</i>	<i>0,3</i>
Patentes et Licences	17,3	13,8	-3,5
Taxes d'exploitation pétrolière	0,0	0,0	0,0
Taxe d'exploitation du gaz	5,0	5,0	0,0
Taxes sur les télécommunications	12,1	12,7	0,6
Taxes spéciales sur les consommations téléphoniques	6,7	4,9	-1,8
Taxe sur le caoutchouc	1,1	0,0	-1,1
Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques	0,4	0,0	-0,4
Taxe sur les transferts d'argent	0,2	0,0	-0,2
Taxe ad valorem	4,5	3,6	-0,9
Accises et autres taxes indirectes	0,5	0,5	0,0
<i>Taxe pr le dev touristique</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>
<u>TRESOR</u>	<u>2,8</u>	<u>3,0</u>	<u>0,1</u>
Impôts directs	2,5	2,7	0,2
Impôts sur revenus et salaires	2,5	2,7	0,2
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,4	0,3	-0,1
Timbres et vignettes	0,4	0,3	-0,1
Autres indirects	0,0	0,0	0,0
<u>DGD (hors PCC, PCS et SGS)</u>	<u>442,4</u>	<u>409,4</u>	<u>-33,0</u>
Droits et taxes à l'importation	302,7	270,6	-32,1
Taxes sur produits pétroliers	89,1	81,4	-7,7
Taxes hors produits pétroliers (hors SGS, PCS et PCC)	213,6	189,2	-24,4
Taxes à l'exportation	139,7	138,7	-1,0

ANNEXE 3 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT
(Etat de réalisation à fin mars 2018)

Ministères/Institutions	Dotation 2018 (Budget) (en FCFA)	Dotation 2018 (budget ajustée) (en FCFA)	Exécution fin mars 2018 (en FCFA)	Taux d'exécution
Ministère de la Modernisation de l'Administration et de l'Innovation du Service Public	350 000 000	350 000 000	0	0,00%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	40 280 000 000	40 280 000 000	0	0,00%
Ministère de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur	20 468 916	20 468 916	0	0,00%
Ministère de la Femme, de la Protection de l'Enfant et de la Solidarité	1 463 508 621	1 463 508 621	480 000	0,00%
Ministère des Transports	89 125 007 440	89 125 007 440	123 476 995	0,10%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	843 325 462	843 325 462	5 100 000	0,60%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	12 170 088 135	12 170 088 135	79 958 085	0,70%
Secrétariat d'Etat chargé de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	22 023 130 167	22 023 130 167	359 650 835	1,60%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	45 849 091 642	45 849 091 642	851 178 276	1,90%
Ministère de l'Economie et des Finances	29 828 889 423	29 828 889 423	727 264 107	2,40%
Ministère des Eaux et Forêts	2 351 987 051	2 351 987 051	58 971 596	2,50%
Ministère de la Construction, du Logement, de l'Assainissement et de l'Urbanisme	32 151 375 187	32 151 375 187	1 037 040 363	3,20%
Ministère de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement Durable	9 226 711 005	9 226 711 005	363 672 550	3,90%
Ministère de la santé et de l'Hygiène publique	119 596 332 591	119 596 332 591	5 416 830 960	4,50%
Secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat	130 343 453 145	51 033 353 013	7 869 007 530	6,00%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Emploi des Jeunes et du Service Civique	19 287 494 682	19 287 494 682	1 178 994 290	6,10%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	37 657 276 434	37 657 276 434	2 695 860 000	7,20%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	18 592 764 750	18 592 764 750	1 379 284 162	7,40%
Ministère des Infrastructures Economiques	762 565 703 853	762 565 703 853	99 581 256 145	13,10%
Ministère du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME	2 672 364 188	2 672 364 188	382 415 562	14,30%
Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle	70 412 603 224	70 412 603 224	10 081 604 488	14,30%
Ministère des Affaires Etrangères	3 394 879 667	3 394 879 667	497 059 543	14,60%
Ministère des Sports et des Loisirs	48 632 966 617	48 632 966 617	7 557 297 254	15,50%
Primature	38 315 489 275	38 315 489 275	6 289 689 135	16,40%
Parquet Général	19 178 976	19 178 976	3 260 426	17,00%
Médiateur de la République	141 327 612	141 327 612	24 025 694	17,00%
Cour Suprême	370 574 000	370 574 000	62 997 580	17,00%
Assemblée Nationale	690 641 166	690 641 166	117 408 998	17,00%
Ministère du Plan et du Développement	8 781 129 920	8 781 129 920	2 111 548 007	24,00%
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	44 362 803 529	44 362 803 529	14 320 287 772	32,30%
Ministère du Tourisme	649 840 171	649 840 171	234 600 000	36,10%
Ministère de la Fonction Publique	669 900 166	669 900 166	243 967 500	36,40%
Ministère du Pétrole, de l'Energie et du Développement des Energies Renouvelables	214 471 090 917	214 471 090 917	92 879 611 064	43,30%
Présidence de la République	13 186 119 148	13 186 119 148	7 452 134 360	56,50%
Ministère de l'Industrie et des Mines	5 980 976 817	5 980 976 817	3 579 426 087	59,80%
Ministère de la Communication, de l'Economie Numérique et de la Poste	1 477 623 962	1 477 623 962	1 115 659 778	75,50%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	18 217 695 888	18 217 695 888	14 808 996 309	81,30%
Commission Electorale Indépendante	103 596 175	103 596 175	103 596 175	100,00%
TOTAL (y/c FIMR & FER)	1 986 819 767 042	1 907 509 666 910	316 521 611 626	15,90%

ANNEXE 4 : SITUATION D'EXECUTION DES DEPENSES PRO-PAUVRES A FIN MARS 2018
(toutes sources de financement confondues)

DOMAINES	(en FCFA)			
	2017	2018		
	Exécution fin 2017	BUDGET	Prévision fin mars	Réalisation fin mars
01 Agriculture et développement rural	84 307 351 351	105 900 499 531	14 749 010 303	11 358 290 565
01.0 Administration générale	45 001 020 545	55 741 020 131	7 298 229 761	4 053 246 118
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	5 933 956 789	16 179 798 076	2 129 607 729	348 733 228
01.2 Formation et encadrement	15 101 811 081	13 187 530 031	3 582 757 719	3 996 570 285
01.3 Aménagement hydro-agricole	4 682 375 603	7 418 834 516	1 738 415 093	2 959 740 997
01.4 Autres investissements en milieu rural (FRAR,FIMR)	13 588 187 333	13 373 316 777		
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	10 199 695 067	15 670 202 564	3 862 802 350	1 517 765 157
02.0 Administration générale / formation et encadrement	6 040 524 571	7 861 800 710	1 732 317 927	1 356 073 035
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 232 660 876	1 031 744 285	197 325 321	138 589 527
02.2 Pêche et aquaculture	1 926 509 620	6 776 657 569	1 933 159 103	23 102 595
03 Education	1 085 463 651 843	1 263 144 413 706	268 421 332 081	258 488 539 518
03.0 Administration générale	34 957 945 511	32 878 401 174	5 701 415 994	2 102 453 425
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	480 186 043 391	540 142 640 487	130 441 165 938	124 387 553 744
03.2 Alphabétisation	452 116 549	462 225 911	110 180 617	
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	357 334 402 413	463 358 631 159	86 818 563 593	84 986 591 455
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	212 533 143 979	226 302 514 975	45 350 005 939	47 011 940 894
04 Santé	338 948 310 186	356 062 170 118	83 323 681 108	54 466 424 750
04.00 Administration générale santé	165 008 814 496	175 496 596 082	35 945 652 143	36 288 471 833
04.01 Système de santé primaire	70 639 077 461	88 110 513 798	20 419 825 192	9 885 641 310
04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination)	1 522 464 239	2 000 000 000	524 000 000	
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	20 431 501 556	29 227 570 731	10 256 380 730	5 070 000
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	11 318 026 632	11 275 671 625	3 525 249 201	
04.05 VIH/SIDA	23 275 602 058	11 803 082 290	3 785 271 386	43 716 948
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	46 752 823 744	38 148 735 592	8 867 302 455	8 243 524 659
05 Eau et Assainissement	48 271 355 026	106 994 286 093	22 956 551 377	6 322 844 462
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	47 478 719 409	96 799 177 376	19 803 216 196	6 287 230 117
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	792 635 617	10 195 108 717	3 153 335 181	35 614 345
06 Energie	113 872 673 583	90 075 910 351	17 193 754 299	77 912 796 410
06.1 Accès à l'électricité	113 872 673 583	90 075 910 351	17 193 754 299	77 912 796 410
07 Routes et ouvrages d'art	329 357 739 737	216 547 905 821	50 895 452 804	95 410 535 010
07.1 Entretien pistes rurales	22 279 511 996	6 630 900 000	1 480 736 200	3 620 317 397
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	9 153 718 115	500 000 000	131 000 000	60 703 710
07.3 Autres travaux routiers	297 924 509 626	209 417 005 821	49 283 716 604	91 729 513 903
08 Affaires Sociales	27 217 653 266	39 994 532 153	9 083 601 171	3 243 971 870
08.0 Administration générale	19 269 584 877	21 938 441 269	5 064 521 805	3 102 175 071
08.1 Formations destinées aux femmes	587 604 560	401 984 784	61 290 512	13 029 000
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	3 922 740 626	3 428 043 587	483 721 311	128 375 061
08.3 Formation au personnel d'appui	1 617 774 996	1 595 487 340	449 014 605	
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	1 819 948 207	12 630 575 173	3 025 052 939	392 738
09 Décentralisation	55 042 599 537	65 661 749 836	13 337 344 731	10 215 490 785
09.1 Décentralisation	55 042 599 537	65 661 749 836	13 337 344 731	10 215 490 785
10 Reconstructions et réhabilitations	12 700 000 000	9 637 077 907	2 524 914 412	839 897 529
10.1 Reconstruction et réhabilitation		453 375 200	118 784 302	
10.2 Habitat et logements sociaux	12 700 000 000	9 183 702 707	2 406 130 109	839 897 529
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	4 258 604 006	21 104 760 966	4 940 567 830	480 998 562
11.1 Promotion et insertion des jeunes	2 590 313 221	18 696 346 487	4 245 386 865	411 335 301
11.2 Appui et suivi DSRP	84 698 598	1 500 000 000	500 800 000	
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	1 583 592 187	908 414 479	194 380 966	69 663 261
TOTAL	2 109 639 633 602	2 290 793 509 046	491 289 012 466	520 257 554 617